

# AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

## Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 28

Genève, le 22 mai 2008

"AYA Info" peut être consulté sur les sites Internet :

<http://www.terrabrasilis.ch> > Aya Info et <http://www.humanitaire.ws>

### Violences contre les peuples indigènes en 2006 - 2007

Le Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI), l'organe de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil pour les peuples indigènes a publié le 10 avril son rapport bisannuel sur les violences dont sont victimes les peuples indigènes du Brésil. Est à souligner le nombre d'indigènes assassinés au Mato Grosso do Sul en 2007 : 53, contre 27 en 2006. Dans l'ensemble du Brésil le nombre d'assassinats est passé de 57 en 2006 à 92 en 2007. Nombre de crimes dont l'auteur a été identifié, l'ont été par des indigènes dans le contexte de disputes entre familiers. Au moment de la conclusion du rapport, pour un grand nombre de crimes, le, ou les auteurs ne sont pas encore connus. Pour le CIMI, le grand nombre d'assassinats recensés au Mato Grosso do Sul est le résultat de la tension croissante au sein des communautés indigènes Guarani – Kaiowa en situation de survie, concentrées sur des parcelles exiguës. Le rapport aborde les différents aspects des violences faites aux peuples indigènes : conflits relatifs aux droits à la terre, dommages environnementaux, exploitation illégale des ressources naturelles, la mortalité infantile, la dénutrition, etc. Pour en savoir plus et pour télécharger le rapport du CIMI (en portugais) : <http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=3134&eid=274>

### Avril indigène

Dans la capitale fédérale, le campement "Terre libre" est l'événement central de la célébration d'"Avril Indigène", le mois pendant lequel les indiens rendent plus visible leur présence et font connaître leurs préoccupations. La manifestation de Brasilia, organisée par l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB) et le Forum de Défense des Droits Indigènes (FDDI), a réuni les 15, 16 et 17 avril, sur l'Esplanade des Ministères, environ 700 indiens originaires d'une vingtaine d'Etats de l'Union. Pour cette cinquième édition du campement, les organisateurs ont voulu analyser la situation des droits indigènes et la politique indigéniste du Brésil au moment où le pays va célébrer le vingtième anniversaire de la Constitution adoptée le 5 octobre 1988. Ce bilan est basé sur les réalités vécues par les Peuples indigènes. La rencontre Brasilia a donné l'opportunité aux leaders indigènes d'avoir des contacts directs avec les responsables de la Chambre des Députés et du Sénat, avec plusieurs Ministres et le Président de la République. Le document publié à la fin de la rencontre fait d'abord le résumé des aspects positifs et négatifs de la politique indigéniste de l'Etat brésilien. Ensuite, il traite des revendications des peuples indigènes qui touchent six domaines : la mise en place du Conseil National de Politique Indigéniste; de l'approbation du Statut des Peuples indigènes; de la reformulation de la politique de la santé indigène; la démarcation de toutes les terres indigènes; l'adoption de mesures urgentes pour contenir le processus de violences contre les peuples indigènes et, enfin, la mise en œuvre d'une politique d'éducation scolaire indigène, spécifique, différenciée et de qualité. D'autres manifestations ont eu lieu dans diverses localités du Brésil, notamment le 19 avril qui est le "Jour de l'Indien".

Pour en savoir plus (en portugais), le document final :

<http://www.coiab.com.br/coiab.php?dest=show&back=noticia&id=69&tipo=N&pagina=2> et quelques images : <http://www.cimi.org.br/?system=gallery&action=gallery&gallery=183>

### Une campagne de vaccination dans les Terres Indigènes (TI) d'Amazonas et de Roraima

Depuis le 2 mai, la Fondation Nationale de la Santé – FUNASA, a commencé une campagne appelée "Vaccination des Peuples Indigènes des Amériques" pour les deux districts sanitaires de l'Est de l'Etat de Roraima (34'000 indigènes), mais aussi pour les 18'000 indigènes de la TI Yanomami. Il s'agit de protéger les indiens contre les principales maladies qui font des ravages dans les communautés : tuberculose, hépatite B, fièvre jaune, tétanos, varicelle, etc. Avec l'aide de l'armée, des moyens importants sont utilisés pour atteindre les zones difficiles d'accès. Le Service de Coopération avec le peuple Yanomami - SECOYA (le partenaire de AYA) est également engagé dans cette opération. Une campagne semblable est également en cours auprès des communautés indigènes réparties dans les 85'000 km<sup>2</sup> de la TI de la

Vallée du Javari. Pour cette opération, la FUNASA a reçu l'appui de la marine nationale qui a mis à disposition le navire-hôpital "Oswaldo Cruz".

Pour en avoir plus (en portugais), sur l'opération chez les Yanomami :

[http://www.folhabv.com.br/noticia.php?pageNum\\_editorias=10&editoria=cidades&Id=39559](http://www.folhabv.com.br/noticia.php?pageNum_editorias=10&editoria=cidades&Id=39559) et dans la Vallée du Javari : <http://www.funasa.gov.br> > leia mais > 14/04/2008 > Funasa e Defesa iniciam megaoperação no Javari

### **Nouvel accès de violence dans la Terre Indigène Raposa Serra do Sol – TI RSS**

La suspension\*, le 9 avril dernier par le Tribunal Suprême Fédéral (STF) de l'opération "Upatakon 3", qui avait pour objet l'évacuation par les forces de l'ordre des riziculteurs qui refusent de quitter la TI RSS (dans l'Etat de Roraima) a donné l'occasion aux intérêts anti-indigènes de se manifester avec vigueur dans les médias brésiliens. C'est une véritable déferlante de prises de positions de la majorité de la classe politique de l'Etat de Roraima, de certains secteurs de l'armée et des partis opposés à la politique indigéniste du gouvernement. Les Terres Indigènes situées dans les zones frontalières sont présentées par ceux-ci comme étant une menace pour la souveraineté nationale. Les ONG sont accusées de manipuler les indigènes pour les inciter à créer des nations indigènes. Même la Déclaration de l'ONU sur les droits indigènes, adoptée en septembre 2007, est présentée comme renforçant la thèse de l'internationalisation de l'Amazonie. De nombreuses entités et associations, mais aussi le Président de la République, ont dénoncé ces arguments.

C'est dans ce climat de controverse que, le 5 mai au matin, des indiens de la TI RSS qui montaient un campement sur un terrain revendiqué par Paulo Cesar Quartiero, le principal leader des riziculteurs ont été attaqués par ses gardes du corps. Une dizaine d'indiens ont été blessés par balles. Quartiero a été arrêté et emprisonné à Brasilia (et libéré depuis). Le ministre de la justice s'est rendu sur place; il a obtenu des indiens la levée de leur campement. De nombreuses associations ont signé une note pour demander le respect des droits indigènes et de l'état de droit dans l'Etat de Roraima. C'est en juin que STF devrait prendre une décision au sujet des recours formulés contre l'homologation de la TI RSS signée en avril 2005 par Lula. Ce jugement est attendu avec une certaine appréhension. Les enjeux sont de taille. Si le tribunal se prononce en faveur d'une démarcation "en îles" et non pas en aire continue comme le détermine le décret de Lula, c'est le droit des envahisseurs de terres indigènes qui se verra reconnu. Non seulement ce sont des terres qui sont convoitées, mais aussi les ressources forestières et minières qui sont sur les Terres Indigènes.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br>; la note de soutien des organisations de la société civile : <http://www.coiab.com.br/coiab.php?dest=show&back=index&id=95&tipo=N>

\* Voir AYA Info No 27

### **Marina Silva quitte le gouvernement Lula**

À la tête du ministère brésilien de l'environnement depuis 2003, au début du premier mandat de Lula, l'emblématique figure de la lutte pour la protection de l'environnement a remis sa démission au Président de la République le 13 mai dernier. Sa lettre de démission est un bilan du travail effectué au cours des cinq années passées à la tête du ministère, par exemple la création de 240'000 km<sup>2</sup> de nouvelles aires de conservation et la création de l'Institut Chico Mendes pour la préservation de biodiversité. Elle relève également les résistances croissantes rencontrées par son équipe au sein même du gouvernement, mais aussi dans la société brésilienne. "J'ai le sentiment de clore un cycle avec des résultats significatifs malgré les difficultés". Marina Silva va reprendre sa place au Sénat fédéral où elle a été élue à la fin de 1994 à l'âge de 34 ans. Elle a été la plus jeune sénatrice de l'histoire de la République. La Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB) a publié une note de solidarité à l'endroit de l'ex-ministre, en rappelant les appuis concrets qu'elle a apportés aux peuples indigènes. Pour lui succéder, Lula a nommé Carlos Minc, jusqu'alors Secrétaire de l'Environnement de l'Etat de Rio de Janeiro.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=2678>,  
<http://www.coiab.com.br/coiab.php?dest=show&back=index&id=96&tipo=N> et Agência Carta Maior au sujet du nouveau ministre :  
[http://www.cartamaior.com.br/templates/materiaMostrar.cfm?materia\\_id=15006](http://www.cartamaior.com.br/templates/materiaMostrar.cfm?materia_id=15006)